

Racisme anti-arabe : enjeux, problématiques et pertinence de l'islamophobie

La question de l'islamophobie est certainement, avec la laïcité, une des questions de fond la plus problématique au sein de notre mouvement. L'on ne peut donc faire l'économie d'un bref historique des actions du MRAP dans ce domaine et de l'évolution que cette question a prise au sein de notre mouvement.

A partir du 11 septembre 2001, nous avons observé un déchaînement de l'hostilité envers les musulmans au niveau des médias, de l'édition, et d'Internes, auxquels s'ajoutent les préjugés et stéréotypes hérités de la colonisation, tout ceci étant une occasion idéale pour l'extrême droite et les extrémistes juifs d'en découdre avec les musulmans. Ce climat a eu des répercussions concrètes : incendies de mosquées, profanations de cimetières et agressions physiques. Le MRAP, conformément à sa tradition et à son éthique, a décidé de se saisir du problème. Mais avant d'engager une action quelconque, il a souhaité entamer préalablement un travail de réflexion. C'est pourquoi, avec l'accord des instances nationales, un colloque sur l'islamophobie a été organisé avec la participation d'historiens, de spécialistes et de chercheurs de renom : Bruno Etienne, Claude Liauzu, Ghaleb Bencheikh (qui n'a pas la réputation d'être tendre avec les fondamentalistes). Les travaux du colloque, notamment ceux de Bruno Etienne et de Bencheikh, ont convaincu de l'urgence d'agir contre la montée de l'expression raciste envers les musulmans, expression qui effectuait en outre un amalgame entre maghrébins, africains, immigrés, arabes, musulmans, islamistes..

A cette époque, aucune voix à l'intérieur du mouvement ne s'était élevée ni contre l'usage de ce terme, ni contre l'apparition de cette nouvelle forme de racisme. Mieux : le MRAP a mené une campagne médiatique pour dénoncer ce racisme qui n'a pas été contestée d'abord en interne. Mais aussitôt, le MRAP a fait l'objet d'une campagne de diabolisation contre le combat de notre mouvement contre cette forme de racisme. Bien entendu, des journaux de droite, comme le Figaro, ont mené une campagne hostile contre le MRAP à ce sujet, notamment en soutenant Claude Imbert, lequel s'était déclaré "islamophobe" sur l'antenne de LCI. Mais la presse de gauche n'était pas non plus en reste sur ces critiques : c'est ainsi que Claude Askolovitch a publié dans le Nouvel observateur un article montrant le secrétaire général du mouvement comme allié aux islamistes et à Tariq Ramadan dans une promotion de la religion musulmane et des idéologies islamistes.

Faut-il rappeler à cet égard que le MRAP a été invité par le FSE en qualité d'intervenant sur l'un des 100 forums, et ce compte tenu du travail fait par le mouvement sur l'"islamophobie", la visibilité politique de notre action en domaine, et la reconnaissance des victimes de ce racisme "arabo-musulman" : les 150 associations (collectif d'organisation) a fait le choix du MRAP avec une dizaine d'autres représentants d'autres organisations européennes, sous la présidence de Madeleine Reberioux, ancienne présidente de la LDH. L'intervention de Mouloud Aounit, placée sous l'intitulé "Racisme, xénophobie, antisémitisme, islamophobie, discriminations, stigmatisation des immigrés, des populations issues de l'immigration, des Roms et des gens du voyage, rôle des médias, pour le dialogue des cultures.", a été écrite et validée par l'ensemble du Bureau National. Il n'en reste pas moins que l'exploitation politique et la calomnie qui s'en est suivie, il faut le reconnaître, a perturbé beaucoup de militants et de sympathisants de notre mouvement. La campagne de calomnies continue encore, Ainsi l'Express du 18 octobre consacre un dossier spécial à Tariq Ramadan, et s'en prend vertement sans la moindre analyse critique à la LDH et prend comme illustration une photo de Mouloud Aounit et Tariq Ramadan.

La critique est également venue du côté de militants et de sympathisants de gauche qui considéraient que la laïcité ne pouvait souffrir d'aucun compromis avec des composantes religieuses de la société, et le MRAP, en combattant l'islamophobie, apparaissait à leurs yeux comme soutenant une composante religieuse de la société.

Pour autant, l'action du MRAP a porté ses fruits : la CNCDH, dans son rapport 2003, consacre une partie entière à l'intolérance et violences à l'égard de l'islam dans la société française » et pose la question de l'islamophobie. Au niveau européen, l'ECRI (Commission européenne contre le racisme et l'intolérance) publie un rapport qui traite notamment des « Répercussions de l'actualité

internationale sur l'antisémitisme et l'islamophobie en Belgique » Les pouvoirs publics français font montre d'un intérêt sur la question, notamment lorsque Jean-Pierre Raffarin s'inquiète d'une montée de l'islamophobie en France ou lorsque Renaud Muselier publie un article en octobre 2004 dans lequel il n'oublie pas l'islamophobie. De plus, des journaux comme Le Monde ou Libération utilisent également ce terme pour définir cette forme particulière de racisme.

Cependant, suite à ces événements et au plus fort des attaques contre notre mouvement, le Conseil national du MRAP a décidé le 8 mai 2004 de « ne pas utiliser publiquement jusqu'au congrès l'expression "islamophobie". Cette expression confond la phobie de la religion et la phobie du musulman. » Cette décision a été respectée jusqu'à ce jour. Notons cependant depuis le trouble que cette décision a généré vis à vis d'associations d'immigrés ainsi que des partenaires associés au colloque du MRAP sur l'islamophobie.

Puisque le MRAP a pour vocation de faire appliquer les lois contre le racisme, qui stipulent notamment que la diffamation, l'injure, ou l'agression « envers une personne ou un groupe de personnes a raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée », et que la question a été mise en suspend jusqu'au prochain Congrès, elle devra alors être rediscutée. C'est pourquoi il convient de revenir sur les différentes problématiques qui se posent à nous et qu'il nous faudra alors trancher. Les critiques se situent à plusieurs niveaux : le terme « islamophobie » aurait été inventé par des intégristes musulmans (islamistes) pour effectuer une oppression contre ceux qui critiquent la religion musulmane; l'usage de ce terme créerait une confusion entre la critique légitime d'une religion et la manifestation d'un racisme envers un groupe de population (ici les musulmans); enfin, l'usage de ce terme aurait donné au MRAP une image communautaire.

Concernant la création du terme « islamophobie » par les intégristes musulmans, il faut constater que le terme est employé dès 1925 par Etienne Dinet, dans « L'Orient vu de l'Occident »: il est donc faux de dire que ce terme a été créé par des intégristes - et quand bien même ce serait le cas, n'oublions pas que le terme « antisémitisme » a été créé par un antisémite (Wilhelm Marr en 1879). Mais la critique sur le terme « islamophobie » porte essentiellement sur le fait que l'usage qui en est fait depuis 1925 a surtout concerné des intégristes qui, par l'usage de ces termes, qualifiaient tout comportement qui refuse l'application d'un Islam orthodoxe (refus de porter le voile, rejet de fatwa, etc.). Cependant, on se doit de remarquer que si le terme « apartheid » a, à la fois été créé et utilisé par les promoteurs d'un racisme anti-africain pour favoriser un comportement radical (tout comme les intégristes musulmans utiliseraient le terme « islamophobie » pour promouvoir un Islam radical), ceci n'a pas empêché les antiracistes d'utiliser le terme « apartheid » pour combattre cette forme particulière de racisme. La question reste donc ouverte de savoir si le mot « islamophobie » peut quand même être utilisé par des anti-racistes pour ce qu'il désigne : à savoir une hostilité à l'endroit des musulmans parce que musulmans.

Ensuite, l'usage de ce terme créerait une confusion entre la critique légitime d'une religion et la manifestation d'un racisme envers un groupe de population (ici les musulmans). La question posée au Congrès sera de savoir si le MRAP a d'une quelconque façon pris position contre une simple critique de l'Islam en qualifiant cette critique d'« islamophobie » Pour certain(e)s, la réaction du MRAP envers Louis Chagnon, professeur d'histoire qui enseignait à ses élèves que « Mahomet tuait 600 à 900 juifs par jour », relève d'une attaque contre la critique de l'islam. Pour d'autres, cette prise de position n'est qu'une revendication pour que la neutralité de la laïcité soit respectée dans l'enseignement des religions à l'école publique et que les faits religieux soient enseignés avec une égale considération, sans mettre une religion à un autre niveau que les autres.

Enfin, le combat du MRAP contre l'islamophobie aurait donné de notre mouvement une image communautariste ne défendant que les musulmans. Cependant, si l'on tape dans un moteur de recherche les mots « MRAP » et « islamophobie », on arrive à un résultat de 1620 pages internet; et si l'on tape les mots « MRAP » et « antisémitisme », on arrive à un résultat de 7190 pages. De plus, il convient de remarquer que sur la totalité des communiqués du MRAP durant l'année 2003, les communiqués concernant l'islamophobie ont représenté 7% des communiqués, après les communiqués sur le conflit israélo-palestinien, sur les USA, l'immigration, et l'antisémitisme (en première position des communiqués publiés lors de l'année 2003). Il conviendra donc de se poser la question de savoir pourquoi, malgré les réalités, le MRAP est considéré sur la question de l'islamophobie comme communautariste.

Plus généralement, il faudra se poser la question de savoir comment appliquer les lois antiracistes, qui interdisent toute hostilité envers un individu ou un groupe de population fondée notamment sur la religion, quand on est un mouvement laïque ? Comment concilier la défense de « religieux » discriminés, injuriés, et diffamés avec l'affirmation de notre laïcité ? Comment apparaître impartiale dans la lutte contre tous les racismes, qu'ils touchent des religieux ou non, sans apparaître communautariste ? Doit-on exclure du combat antiraciste toute une catégorie de personnes parce qu'elles exprimeraient leur religion et qu'en tant que laïcs nous considérerions cette question comme n'étant pas notre ressort ? Doit-on continuer de se battre même lorsqu'un déferlement médiatique vient critiquer avec violence et mauvaise foi l'action du MRAP ?